

La FNEC FP-FO a été reçue en audience le 25 août par le Ministre Blanquer.

Elle n'a pas proposé un projet alternatif de calendrier de rentrée ou de protocole « sanitaire. » Elle a porté les revendications urgentes des personnels.

Ce que veulent les personnels, c'est que tous les moyens leur soient donnés pour que la rentrée se passe dans les meilleures conditions, que leurs missions et leurs statuts soient respectés, que soient créés tous les postes nécessaires, que cessent les contre-réformes...

L'école doit rester gratuite !

FO a condamné la décision du gouvernement de ne pas fournir gratuitement aux élèves les masques qu'il rend obligatoires. C'est la gratuité de l'école qui est mise en cause. Ce précédent inacceptable en appelle d'autres.

A l'évidence, le Ministre continue à utiliser le prétexte sanitaire pour imposer un protocole et des mesures d'exception qui n'ont rien à voir avec la lutte contre le virus. L'école et les statuts ont été disloqués, les responsabilités de l'Etat ont été renvoyées systématiquement à l'échelon local. Les attaques se sont multipliées :

- généralisation du contrôle continu et instauration d'un baccalauréat maison ;
- réforme de la direction d'école qui place les directeurs sous la tutelle des collectivités ;
- mise en place des 2S2C ;
- destruction des CAP et remise en cause du droit à muter ;
- explosion des emplois du temps ;
- déréglementation du télétravail avec les cours à distance ;
- remise en cause des droits aux congés,
- multiplication des sanctions et des poursuites à l'encontre des syndicalistes et des militants...

Le Ministre a déclaré : « *plus que jamais, avec la crise sanitaire, on a besoin de réformes.* » Il maintient et accélère sa « transformation » de l'Ecole : plus de territorialisation, donc moins d'Education nationale. Il annonce une évolution de ce qu'il appelle les « Ressources Humaines » : plus d'individualisation, donc moins de garanties collectives.

Comme pour les hospitaliers : 183 euros pour tous, tout de suite !

Le Ministre a annoncé une « revalorisation » des professeurs : 400 millions d'euros en 2021 pour financer des primes pour les premiers échelons, mais aussi des heures supplémentaires et la formation pendant les vacances. Ce n'est pas une revalorisation, c'est une mystification. On est loin de l'augmentation indiciaire de 183 euros arrachée par les personnels hospitaliers. Cet acquis de leur mobilisation est un point d'appui pour exiger 183 euros d'augmentation pour tous les personnels, maintenant et sans contrepartie, et l'ouverture immédiate de négociations en vue d'un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.

La FNEC FP-FO invite donc ses syndicats à poursuivre l'action revendicative, à réunir les personnels en assemblées générales, en heures d'information syndicale, et à mettre à la discussion les moyens de les faire aboutir.

Un préavis de grève a été déposé pour la première semaine de la rentrée.